

SANTÉ

ETABLISSEMENTS DE SANTÉ

Personnel

MINISTÈRE DU TRAVAIL,
DE L'EMPLOI ET DE LA SANTÉ

Arrêté du 7 juillet 2011 portant nomination à la commission de classement des fonctionnaires de La Poste

NOR : ETSH1130555A

Le ministre du travail, de l'emploi et de la santé,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;

Vu la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 modifiée relative à l'organisation du service public de La Poste et des télécommunications, et notamment son article 29-5 ;

Vu le décret n° 2008-58 du 17 janvier 2008 pris pour l'application aux corps de fonctionnaires de l'État et de ses établissements publics des dispositions de l'article 29-5 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom, et notamment son article 2 ;

Vu le décret n° 2008-60 du 17 janvier 2008 pris pour l'application aux corps de la fonction publique hospitalière des dispositions de l'article 29-5 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom, et notamment ses articles 8 et 9,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont nommés en qualité de rapporteur devant la commission de classement des fonctionnaires de La Poste créée par le décret n° 2008-60 susvisé :

Mme Chantal Le Tallec, directrice d'hôpital.

M. Gilles de Kermenguy, attaché d'administration centrale.

M. Hervé Monnou, attaché d'administration centrale.

Article 2

Sont nommés en qualité de personnalité qualifiée dans le domaine sanitaire et social :

M. Philippe Vercelot, directeur d'hôpital.

Mme Anne Dardel, directrice d'hôpital.

Article 3

Les arrêtés des 24 janvier 2008 et 31 juillet 2009 portant nomination à la commission de classement des fonctionnaires de La Poste ainsi que les arrêtés des 28 mars 2008 et 28 avril 2008 portant nomination aux commissions de classement des fonctionnaires de France Télécom et des fonctionnaires de La Poste sont abrogés.

Article 4

La directrice générale de l'offre de soins est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* santé, protection sociale, solidarité.

Fait le 7 juillet 2011.

Pour le ministre et par délégation :

Par empêchement simultané de la directrice générale
de l'offre de soins :

*L'adjointe au sous-directeur
des ressources humaines du système de santé,*

M. LABORDE-CHIOCCHIA